

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 37.961/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Entreprises publiques, le 22 décembre 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "portant des mesures afin d'aligner la comptabilité de la SNCB sur le droit commun et de l'adapter à sa nouvelle structure", a donné le 28 décembre 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"Het verzoek op spoedbehandeling wordt gemotiveerd door de omstandigheid dat de nieuwe structuur van de NMBS op 1 januari 2005 in werking treedt, dat uiterlijk op 1 januari 2005 de bestemming van het saldo van de voorziening voor herstructureringskosten aangelegd krachtens artikel 57 van voornoemde wet van 20 december 1995 ⁽¹⁾ moet worden geregeld en de andere maatregelen moeten worden genomen die de NMBS toelaten de passiva op haar balans te reorganiseren teneinde zich te schikken naar de boekhoudkundige regels van het gemeen recht."

*

* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

⁽¹⁾ Il s'agit de l'article 57 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses (Moniteur belge du 23 décembre), et non de l'article 25 comme indiqué dans la version française de l'alinéa 5 du préambule du projet. Cette loi doit en outre y être visée avec la mention de son intitulé.

Observations générales

1. L'alinéa 1^{er} du préambule du projet vise également, au titre de fondement légal, l'article 454, § 1^{er}, de la loi-programme du 22 décembre 2003. Ce paragraphe dispose :

"Art. 454, § 1^{er}. La SNCB transfère au gestionnaire de l'infrastructure, par voie d'apport de branche d'activité ou de scission partielle, l'ensemble des actifs et passifs (y compris les droits et engagements hors bilan) qui se rattachent à la gestion et au financement de l'infrastructure ferroviaire, avec effet au 1^{er} janvier 2005, aux conditions et selon les modalités définies par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres."

Il convient cependant de tenir compte du deuxième paragraphe de cet article 454, qui énonce pour sa part :

"§ 2. Alternativement à l'opération visée au § 1^{er}, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, peut prévoir que la SNCB transfère les actifs définis à l'alinéa 2 et les emprunts y afférents à un organisme d'intérêt public qui a notamment pour objet l'acquisition, la construction et le renouvellement de cette infrastructure.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après concertation avec les organes visés à l'article 492, § 2, de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, la liste des actifs que la SNCB transfère à l'organisme visé à l'alinéa 1^{er}, actifs autres que le mobilier et le matériel roulant affectés directement ou indirectement aux missions de la SNCB et repris dans les comptes statutaires de la SNCB ou dans les comptes statutaires des entreprises et entités sur lesquelles la SNCB exerce un contrôle exclusif et qui ont pour objet social la gestion d'autres activités que celles ayant trait aux activités d'exploitation de la SNCB.

Le transfert visé à l'alinéa 1^{er} est effectué avec effet au 1^{er} janvier 2005, aux conditions et selon les modalités définies par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, règle le statut juridique, le fonctionnement, le financement et la comptabilité de l'organisme visé au premier alinéa qui, pour le surplus, sera soumis à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Le même arrêté définit la répartition des tâches (en ce compris la responsabilité des investissements) entre cet organisme et le gestionnaire de l'infrastructure ou, en l'absence du gestionnaire de l'infrastructure visé à l'article 451, la SNCB."

Lors de l'adoption de l'arrêté royal du 14 juin 2004 portant réforme des structures de gestion de l'infrastructure ferroviaire ⁽²⁾, il a été décidé de s'inscrire dans la voie alternative prévue à l'article 454, § 2, précité.

Il convient dès lors de viser, à l'alinéa 1^{er} du préambule, les paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 454 de la loi-programme du 22 décembre 2003.

2. L'alinéa 1^{er} du préambule doit, en outre, être scindé en deux afin de consacrer un alinéa distinct à chacune des deux lois-programmes visées.

3. L'article 3, § 4, de l'arrêté royal du 14 juin 2004 portant réforme des structures de gestion de l'infrastructure ferroviaire, et l'article 4, § 3, de l'arrêté royal du 18 octobre 2004 portant certaines mesures de réorganisation de la Société nationale des Chemins de fer belges sont visés à l'alinéa 2 du préambule ⁽³⁾.

Ces deux dispositions confient au Roi le soin d'arrêter les listes des actifs et passifs transférés respectivement à Infrabel et à la Nouvelle S.N.C.B., "au plus tard le 30 novembre 2004" ⁽⁴⁾. Elles ne peuvent, dès lors, plus être visées au titre de fondement légal du projet et doivent par conséquent être omises du préambule.

⁽²⁾ Moniteur belge du 24 juin 2004 et addendum des 24 septembre et 18 octobre 2004.

⁽³⁾ Les articles 312 et 313 du projet de loi-programme adopté par la Chambre le 16 décembre 2004 et par le Sénat (sans amendement) le 23 décembre 2004, portent confirmation de ces deux arrêtés royaux (Chambre, session 2004-2005, doc. n°1437/035).

⁽⁴⁾ Dans sa version initiale, l'article 3, § 4, de l'arrêté royal du 14 juin 2004 précité, prévoyait que ces pouvoirs devaient être mis en oeuvre pour le 15 novembre 2004 au plus tard. Cette première date a toutefois été remplacée par celle du 30 novembre 2004 par l'article 37, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 18 octobre 2004 précité.

4. L'article 6, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 octobre 2004 précité, dispose :

"Art. 6. Dès le 1^{er} janvier 2005, la S.N.C.B. adopte la dénomination «S.N.C.B. Holding», et la Nouvelle S.N.C.B. adopte la dénomination «Société nationale des Chemins de fer belges», en abrégé «S.N.C.B.»" ⁽⁵⁾.

L'article 7 du projet prévoit que celui-ci entre en vigueur le 30 décembre 2004. Il ne peut, dès lors, y être fait usage des nouvelles dénominations, qui ne s'appliqueront qu'à partir du 1^{er} janvier prochain.

⁽⁵⁾ Voir sur ce point la seconde observation générale formulée dans l'avis 37.599/2/V donné le 25 août 2004 sur le projet devenu l'arrêté royal du 18 octobre 2004 précité.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Monsieur	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.961/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 22 december 2004 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende een aantal maatregelen om de boekhouding van de NMBS met het gemeen recht in overeenstemming te brengen en aan haar nieuwe structuur aan te passen", heeft op 28 december 2004 het volgende advies gegeven :

Luidens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Het verzoek op spoedbehandeling wordt gemotiveerd door de omstandigheid dat de nieuwe structuur van de NMBS op 1 januari 2005 in werking treedt, dat uiterlijk op 1 januari 2005 de bestemming van het saldo van de voorziening voor herstructureringskosten aangelegd krachtens artikel 57 van voornoemde wet van 20 december 1995 ⁽¹⁾ moet worden geregeld en de andere maatregelen moeten worden genomen die de NMBS toelaten de passiva op haar balans te reorganiseren teneinde zich te schikken naar de boekhoudkundige regels van het gemeen recht."

*

* *

De Raad van State, afdeling wetgeving, beperkt zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling en van de te vervullen voorgeschreven vormvereisten.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

⁽¹⁾ Het gaat om artikel 57 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen (Belgisch Staatsblad van 23 december), en niet om artikel 25, zoals vermeld staat in de Franse versie van het vijfde lid van de aanhef van het ontwerp. Bij de verwijzing naar die wet moet bovendien het opschrift ervan vermeld worden.

Algemene opmerkingen

1. In het eerste lid van de aanhef van het ontwerp wordt eveneens, als rechtsgrond, verwezen naar artikel 454, § 1, van de programmawet van 22 december 2003. Die paragraaf luidt als volgt :

"Art. 454. § 1. De NMBS draagt aan de infrastructuurbeheerder, door inbreng van een bedrijfsafdeling of een gedeeltelijke splitsing, al haar activa en passiva (met inbegrip van de rechten en verplichtingen buiten balans) over die betrekking hebben op het beheer en de financiering van de spoorweginfrastructuur, met uitwerking op 1 januari 2005, tegen de voorwaarden en nadere modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad".

Er dient evenwel rekening te worden gehouden met de tweede paragraaf van dat artikel 454, dat luidt als volgt :

"§ 2. Als alternatief voor de verrichting bedoeld in §§ 1, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, bepalen dat de NMBS de in het tweede lid bepaalde activa en de leningen die daarop betrekking hebben, overdraagt aan een instelling van openbaar nut die als doel heeft onder meer het verwerven, het aanleggen en het vernieuwen van deze infrastructuur.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, na overleg met de organen bedoeld in artikel 492, §§ 2, van de programmawet (I) van 24 december 2002, de lijst van activa die de NMBS overdraagt aan de instelling bedoeld in het eerste lid. Het betreft activa andere dan roerende activa en rollend materieel rechtstreeks of onrechtstreeks geaffecteerd aan de opdrachten van de NMBS en opgenomen in de statutaire rekeningen van de NMBS of in de statutaire rekeningen van de ondernemingen en entiteiten ten aanzien waarvan de NMBS een exclusieve controle uitoefent en die als maatschappelijk doel hebben het beheer van andere activiteiten dan deze die betrekking hebben op exploitatieactiviteit van de NMBS.

De overdracht bedoeld in het eerste lid wordt uitgevoerd met uitwerking op 1 januari 2005, tegen de voorwaarden en nadere modaliteiten vastgesteld door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad.

De Koning regelt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad, het juridisch statuut, de werking, de financiering en de boekhouding van de instelling bedoeld in het eerste lid, die voor het overige zal onderworpen zijn aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Hetzelfde besluit bepaalt de verdeling van taken (met inbegrip van de investeringsverantwoordelijkheid) tussen deze instelling en de infrastructuurbeheerder of, in afwezigheid van de infrastructuurbeheerder bedoeld in artikel 451, de NMBS."

.../...

Bij de goedkeuring van het koninklijk besluit van 14 juni 2004 tot hervorming van de beheersstructuren van de spoorweginfrastructuur ⁽²⁾, is besloten aan te sluiten bij het alternatief waarin artikel 454, § 2, voorzag.

Derhalve dient in het eerste lid van de aanhef verwezen te worden naar de paragrafen 1 en 2 van artikel 454 van de programmawet van 22 december 2003.

2. Het eerste lid van de aanhef dient bovendien in twee te worden gesplitst om een afzonderlijk lid te wijden aan elk van de twee programmawetten waarnaar verwezen wordt.

3. In het tweede lid van de aanhef wordt verwezen naar artikel 3, § 4, van het koninklijk besluit van 14 juni 2004 tot hervorming van de beheersstructuren van de spoorweginfrastructuur en naar artikel 4, § 3, van het koninklijk besluit van 18 oktober 2004 houdende sommige maatregelen voor de reorganisatie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ⁽³⁾.

Die twee bepalingen dragen aan de Koning de bevoegdheid op "uiterlijk 30 november 2004" de lijsten vast te stellen van de activa en de passiva die overgedragen zijn aan respectievelijk Infrabel en de Nieuwe N.M.B.S ⁽⁴⁾. Er mag bijgevolg niet meer naar verwezen worden als rechtsgrond van het ontwerp en derhalve dienen ze uit de aanhef te worden weggelaten.

⁽²⁾ Belgisch Staatsblad van 24 juni 2004 en addendum van 24 september en 18 oktober 2004.

⁽³⁾ De artikelen 312 en 313 van het ontwerp van programmawet, door de Kamer aangenomen op 16 december 2004 en door de Senaat (zonder amendement) op 23 december 2004, houden de bekrachtiging in van die twee koninklijke besluiten (Kamer, zitting 2004-2005, gedr. st. nr. 1437/035).

⁽⁴⁾ De oorspronkelijke versie van artikel 3, § 4, van het voormelde koninklijk besluit van 14 juni 2004 bepaalde dat die bevoegdheden uiterlijk 15 november 2004 moesten worden uitgeoefend. Die eerste datum is evenwel vervangen door die van 30 november 2004 bij artikel 37, § 1, 1°, van het voormelde koninklijk besluit van 18 oktober 2004.

4. Artikel 6, eerste lid, van het voormelde koninklijk besluit van 18 oktober 2004 luidt als volgt :

"Art. 6. Vanaf 1 januari 2005 neemt de N.M.B.S. de naam «N.M.B.S. Holding» aan en neemt (de) nieuwe N.M.B.S. de naam «Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen», afgekort «N.M.B.S.» aan" ⁽⁵⁾.

Artikel 7 van het ontwerp bepaalt dat het in werking treedt op 30 december 2004. Daarin mag dus nog geen gebruik gemaakt worden van de nieuwe namen, die eerst vanaf 1 januari aanstaande van toepassing zullen zijn.

⁽⁵⁾ Zie wat dat punt betreft de tweede algemene opmerking gemaakt in advies 37.599/2/V, gegeven op 25 augustus 2004, over het ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het voormelde koninklijk besluit van 18 oktober 2004.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heer	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS